

avec ce numéro



L'ESSENTIEL

L'AFFAIRE LEPAON ET LES TROIS CRISES DE LA CGT
Le secrétaire général de la CGT s'accroche à son poste. Le conflit interne fait éclater au grand jour la crise profonde que traverse la centrale syndicale. # P. 7

SERVICES À LA PERSONNE : UNE NICHE FISCALE MENACÉE
La députée socialiste Martine Firville veut abaisser le plafond de la réduction d'impôt et recentrer les aides sur les personnes âgées dépendantes. # P. 8

PLAN JUNCKER : LE CAPITAL-RISQUE À GRANDE ÉCHELLE
La Commission européenne veut attirer des milliards d'investissements privés en s'appuyant sur la technique du « venture capital ». Un pari audacieux. # P. 9

LES 10 DÉFIS GÉOPOLITIQUES À RELEVER EN 2015
Les crises internationales de 2014 ont laissé des traces profondes. Les questions qui se posent en 2015 sont analysées par dix experts de la Relève. # PP. 10-11

UN DUO CHOISI EN INTERNE À LA TÊTE DE SIFRAN
Ross McLines prendra la présidence de Sifran et Philippe Petitcollin la direction générale. Ils devront réussir la mise en service du moteur LEAP en 2016. # P. 29

UBER RELANCE LE SPECTRE DE LA BULLE INTERNET
La valorisation de l'application de réservation de véhicules avec chauffeurs a surpris : 40 milliards de dollars pour une société pas encore bénéficiaire. # P. 37

LE CRÉDIT BANCAIRE ATTEINT 2.000 MILLIARDS D'EUROS
En dépit d'une conjoncture atone en France, les crédits aux entreprises et aux particuliers progressent encore, tirés par les investissements et l'immobilier. # P. 44

Pétrole Tout ce que change la chute des cours
P. 43



LesEchos
SUR
inter
DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 14h20
DU LUNDI AU JEUDI

M 00104 - 1209 - F. 2,00 €

Les Echos

Edition spéciale

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE // LUNDI 8 DÉCEMBRE 2014 // LESECHOS.FR

DNCA
Finance
Gérant d'épargne
www.dnca.fr

LA RELEVÉ
FRENCH TOUCH

Plus de 200 personnalités ont réalisé ce numéro exceptionnel

Loi Macron : les Français approuvent, le PS freine

- Sondage : 6 Français sur 10 favorables au projet du ministre de l'Économie.
- Les notaires à nouveau dans la rue.
- Merkel met la pression sur la France.

Le gouvernement mise gros cette semaine sur son programme de réformes. Le projet de loi Macron qui prévoit l'ouverture des professions réglementées et l'extension du travail le dimanche est présenté mercredi en Conseil des ministres. Sa philosophie social-libérale est de plus en plus contestée à gauche. Mais le ministre de l'Économie peut compter sur l'appui de l'opinion : six Français sur dix soutiennent sa politique, selon un sondage Odoxa pour « Les Echos » et Radio Classique. Si la majorité est réticente, l'Europe, elle, s'impatiente. La chancelière allemande, Angela Merkel, a considéré hier que les réformes engagées par la France étaient insuffisantes. # PAGES 2 à 6, REGARDS CROISÉS PAGES 20-21 ET L'ÉDITORIAL DE LAURENT FABRIS PAGE 15



À NOS LECTEURS Ce numéro exceptionnel des « Echos » a été intégralement rédigé par 200 personnalités de la politique, de l'économie, de la culture, qui contribuent au rayonnement de la France. « Les Echos » comme vous ne les avez jamais lus !
NICOLAS BARRÉ, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION @nicolasbarre

La Chine cible la France pour ses investissements

ACQUISITIONS La vente par l'État de sa participation dans l'aéroport de Toulouse met en lumière les appétits chinois.

Aéroport de Toulouse, Louvre Hotels, PSA Peugeot Citroën, domaines viticoles... Les acquisitions d'investisseurs chinois en France se multiplient, de l'industrie aux services en passant par l'agriculture. Jusqu'à susciter un débat sur les risques que pourrait engendrer l'emprise de la deuxième puissance économique mondiale sur

l'Hexagone. Néanmoins, les investissements chinois restent faibles. Ils pèsent encore moins d'un pour cent du total des opérations venant de l'étranger et sont quatre fois moins importants que les opérations menées par les groupes français dans l'empire du Milieu. # PAGES 26-27 ET L'ÉDITORIAL DE SOPHIE BELLON PAGE 15



Noël à haut risque pour les distributeurs

Dans un contexte morose, la période est cruciale pour sauver l'année

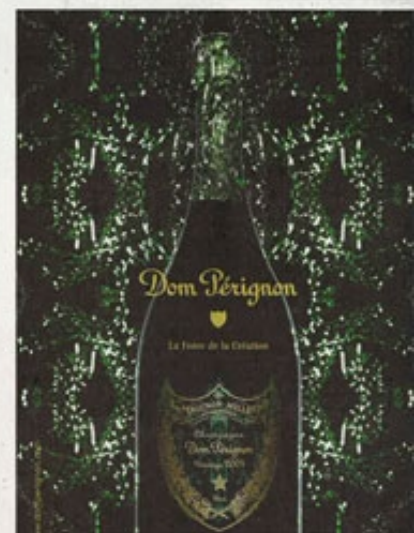
Les rédacteurs d'un jour de la rubrique Idées

- Avec Laurent Fabius, rédacteur en chef d'un jour :
- Bernard Arnault
 - Patricia Barbraiz
 - Barthas
 - Sophie Belton
 - André Bichac
 - Eric Careel
 - Yann Gérardin
 - Alexandre de Juniac
 - Anne Lauvegeon
 - Bertrand Lavier
 - Charlie Le Mindu
 - Laurent Levy
 - Stéphane Linsner
 - Virginie Maisonneuve
 - Sofia Marbeur

La contestation monte autour des projets d'aménagement

Pro et anti ont manifesté ce week-end en Isère près du chantier du Center Parcs.

INFRASTRUCTURES Après l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et l' barrage de Sivens, la crispation autour du projet de construction d'un Center Parcs en Isère illustre le caractère obsolète des procédures administratives et la remise en cause de l'autorité de l'État. # PAGE 40



→ LOI MACRON : LA SEMAINE DÉCISIVE

Un dimanche boulevard Haussmann

Eric Kayser



Salariés, commerçants, et clients ont des avis très divers sur le travail dominical. A la paroisse Saint-Louis d'Antin, on débat aussi.

Dimanche matin, 10 heures, le patron du café, rue Caumartin, l'active derrière son bar. Pour ce restaurateur proche des grands magasins exceptionnellement ouverts ce dimanche, la journée s'annonce active. « Aujourd'hui, on double le chiffre d'affaires, et les salariés sont contents. Ils sont payés au pourcentage ! » explique-t-il. Le serveur derrière confirme : « Les gens sont moins stressés que la semaine, ils consomment plus, prennent des crêpes et des boissons chaudes l'après-midi... »

Un peu plus loin, un petit groupe fait du lèche-vitrines. « Je ne vois pas l'intérêt d'ouvrir les magasins tous les dimanches, explique une mère de famille. Mais je n'imagine pas ne pas pouvoir acheter du pain, de la viande et des légumes frais ce jour-là... Leurs amis, parisiens, voudraient pouvoir faire leurs achats tous les jours de la semaine, comme à Londres. Les magasins ouverts le dimanche, c'est fantastique et étranger ! », lâche une cliente du Sephora, au coin de la rue, résumant une position partagée par nombre de personnes interrogées : à la fois pour et contre. En clair, difficile de tout faire la semaine

quand on travaille, mais le repos dominical doit être préservé.

Du côté des salariés aussi, les avis divergent. « Je veux bien travailler plus souvent le dimanche, c'est payé double ! » admet une jeune vendeuse du parfumeur. De l'autre côté de la rue, le vigile du magasin H & M est lui aussi volontaire. Il vit seul en France, sa femme est en Algérie. « Je n'ai rien à faire le dimanche, et je préfère être de repos la semaine. » Prestataire, il n'est pas payé double, mais seulement de 10 à 25 % de plus.

Situations très diverses

Data presque tous les magasins du quartier, des salariés aux situations très diverses coexistent : « Je suis le dernier employé, on m'a demandé de venir aujourd'hui ; mais je n'ai pas de compensation, explique le vendeur d'un corner du Printemps. Mes collègues, ils sont payés double ! » Ces dernières, d'origine chinoise, sourient. « En Chine, on travaillerait

« En Chine, on travaillerait 6 jours par semaine, et même le dimanche », dit une vendeuse chinoise.

6 jours par semaine et même le dimanche, dit l'une d'elles. Mais en France, on est plus habitué de travailler ! » D'autres vendeuses, en revanche, n'ont pas vraiment eu le choix. « Je suis obligée de travailler car j'encaisse le personnel », raconte la responsable d'un stand de luxe aux Galeries Lafayette. Mais même en étant payée plus, je préfère rester chez moi. Je travaille déjà le samedi, alors le dimanche, c'est pour la famille et aller à l'église. »



Les grands magasins, exceptionnellement ouverts hier. Photos Bernard Guey/AGF

Justement, à la paroisse Saint-Louis d'Antin, rue Caumartin, les gens se pressent aussi devant la porte ce dimanche matin. Les fidèles croisent les passants aux bras chargés de sacs. « Je suis opposé au travail du dimanche et à cette vision mercantile du monde, s'insurge le prêtre. Et je ne suis pas sûr que ce soit la réponse à nos problèmes économiques. » Le sacristain, lui, est moins tranché : « La situation du pays est difficile, il faut laisser travailler les gens qui en ont besoin. Ils pourront toujours aller à la messe le soir. »

Fondateur de la Motion Kayser.

Londres et Paris se disputent les touristes chinois

India Mahdavi



Les touristes chinois font partie des plus dépensiers au monde. Un argument de poids dans le débat sur le travail dominical.

Les Chinois qui visitent la France se moquent de trouver porte close chez Castorama ou Leroy Merlin à Bobigny le dimanche. En revanche, à Paris, ils aimeraient beaucoup pouvoir faire du shopping dans les grands magasins ou dans les boutiques de marques de luxe français. « Il ne faut pas négliger la part commerciale du tourisme international », commente Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères.

À Paris, 15 % des touristes étrangers ne viennent que pour cela. Et parmi ces derniers, les touristes chinois sont en tête. Leur panier shopping pèse, dans la capitale, en moyenne 59 euros par jour, soit six fois plus qu'un touriste français. En 2012, ils se sont hissés au premier rang mondial des dépenses avec 102 milliards de dollars, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). En France, hors frais d'hébergement et de restauration, ils dépensent pour leurs emplettes

Les touristes chinois dépensent le plus à Paris
En euros par jour, en 2012

Chine	59
Japon	56
Russie	46
Moyen-Orient	44
Brazil	37
Moyenne étrangère	29
Moyenne France	10

LES FONDS SOURCE : CO-PARIS OFFICE DU TOURISME ET DES ORGANES DE PARIS

chaq fois plus qu'un touriste moyen (1.500 euros contre 200 à 300 euros). Et le phénomène devrait s'amplifier. En 2014, ils ont effectué 300 millions de voyages à l'étranger, soit dix fois plus qu'en 2000.

Avec 15 millions de ces visiteurs, la France est en tête des destinations européennes. « La barre des 2 millions devrait être atteinte à la fin de l'année », précise Laurent Fabius. Notre objectif, c'est 5 millions d'ici trois ou quatre ans. Mais si les Chinois sont plus nombreux à Paris, ils dépensent plus à Londres. Au coude-à-coude, les deux gouvernements tentent de capter cette manne en pratiquant des politiques d'accueil spécifiques. Le gouvernement britannique veut permettre aux Chinois d'obtenir leur visa anglais et leur visa Schengen simultanément. De son côté, la France a réduit, en janvier dernier, les délais d'obtention de visa à 48 heures. La demande de ces visas a depuis presque doublé.

Reste un point crucial, selon le ministre des Affaires étrangères : « Si les grands magasins sont fermés le dimanche, les touristes chinois iront à Londres », martèle-t-il. En effet, en Angleterre, les commerces ne sont pas soumis à des contraintes de fermeture dominicale. Sur ce plan, la France n'a par ailleurs rien à redouter de l'Allemagne, où les règles sont plus draconiennes encore. Connaissant les prévisions d'expansion de ce marché, les commerçants français peuvent déjà au moins consacrer une partie de leur dimanche chômé à prendre des cours de chinois en accéléré.

Architecte, designer et scénographe.

Pourquoi l'Elysée a décidé de geler les prix du tabac

Les recettes fiscales du tabac

En milliards d'euros courants.



LES ECHOS

Mathieu Gallet



FISCALITÉ

L'Etat pourrait perdre entre 150 et 250 millions d'euros.

Un changement lié à la colère des buralistes et à la crainte d'une poussée des achats illégaux.

Coup de théâtre vendredi soir à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a défendu un amendement socialiste modifiant le calcul de la fiscalité des produits du tabac, contre l'avis de la rapporteure générale du budget, Valérie Rabault. En conséquence, contrairement à ce qui était prévu, les prix du tabac n'augmenteront pas au 1^{er} janvier. Avec ce nouveau système, « les recettes des ventes alimentaires dépasseront les marges des fabricants de cigarettes », déplore Valérie Rabault. « Cet amendement a été déposé une dizaine de fois à l'Assemblée, par des députés appartenant à différents groupes politiques du PS, à l'UMP et passant par l'UDI », souligne-t-elle. Ce qui laisse penser à une action concertée des lobbys du tabac.

La polémique naissante est alimentée par le changement de position du gouvernement au cours de la semaine passée. « Mercredi encore, Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, était sur l'idée qu'on ne voterait pas l'amendement », relève-t-elle. Que s'est-il passé ? Le gouvernement a-t-il pris peur devant les divers mouvements de buralistes qui ont exprimé leur ras-le-bol dans toute la France ces dernières semaines ? Hier encore, de 100 à 150 buralistes du Languedoc-Roussillon manifestaient contre la politique fiscale du gouvernement, qui favorise, selon eux, les trafics et pousse

les consommateurs frontaliers à se fournir davantage dans les pays limitrophes.

L'amendement adopté vendredi n'a semble-t-il pas calmé le jeu. Selon Gérard Dubois, président de la commission additionnelle de l'Académie nationale de médecine, « c'est dans un souci électoraliste que cette mesure a été prise. C'est s'opposer devant l'industrie du tabac, dont la Confédération des buralistes est le porte-voix ». Or, sait le gouvernement sensible au rôle social qu'ils jouent. « L'activité des buralistes est à la peine et donc on veille à ce que leur rôle ne soit pas remis en cause », reconnaît une source officielle.

Fonds contre le cancer

Au-delà de la controverse sur un sujet de santé publique, la question se pose de la manière à gagner fiscallement par Valérie Rabault entre 150 et 250 millions d'euros. Christian Eckert ne partage pas cette analyse. « Les produits fiscaux sur le tabac, malgré les augmentations qui ont eu lieu au 1^{er} janvier 2014, ont baissé. Pas de façon énorme, mais de 50 à 100 millions, voire un peu plus. [...] Quand nous augmentons la fiscalité, les achats illégaux augmentent et nous font perdre un produit possible », déclarait-il lors du débat parlementaire vendredi soir.

Un proche du dossier reconnaît un « deal » entre l'adoption du paquet neutre, auquel les buralistes et l'industrie du tabac ne sont pas favorables, et l'engagement de l'Etat de ne pas lever de nouvelle taxe. Au final, c'est la question du financement des fonds dédiés à la recherche sur le cancer, annoncé par François Hollande en février dernier, qui se pose désormais. « Les hausses des tarifs doivent retrouver leur finalité de santé publique », avait déclaré le président de la République au début de l'année au moment de l'annonce du plan Cancer. [...] Les recettes supplémentaires ne bénéficieront pas à l'Etat, mais abonderont un fonds dédié. »

FDG de Radio France.

L'achat sur Internet passible de peines de prison ferme

Alors qu'en France une cigarette sur cinq n'est pas achetée dans un réseau officiel et échappe aux taxes françaises, les acheteurs sur Internet seront désormais passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison ferme pour trafic en bande organisée. « C'est une des pierres dans la lutte contre les importations illégales. C'est un des éléments attendus par les buralistes », a souligné le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, lors du vote du projet de budget rectificatif 2014 à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de la nouvelle directive tabac, la France a obtenu de ses partenaires que chaque Etat membre puisse interdire les ventes à distance. « Les services douaniers ont procédé en 2013 à 2.746 constatations sur le fret express et postal qui représentent plus de 22 tonnes de produits du tabac », a expliqué le gouvernement lors du vote.

INSPIRING IDEAS AND TALENT

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE FAIT LA FORCE

La Chaire Orange-GEM « Digital Natives » au cœur de la transformation numérique des entreprises.

CRENOBLE-EM.COM/CHAIRE-DIGITAL-NATIVES

GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT MANAGEMENT & INNOVATION

orange

india mahdavi

show room # 3

A 3 rue las cases 75007 paris

T +33 1 45 55 67 67

F +33 1 45 55 67 77

—

E showroom@indiamahdavi.com

—

OPEN

monday: 10am-1pm, 2pm-7pm

tuesday to Friday: 10am -7pm

saturday: 11am -7pm

show room # 19

A 19 rue las cases 75007 paris

T +33 1 45 55 88 88

T +33 1 45 50 11 21

—

E accessoires@indiamahdavi.com

—

OPEN

monday to saturday: 11am -7pm

studio

A 5 rue las cases 75007 paris

T +33 1 45 51 63 89

F +33 1 45 51 38 16

—

E studio@indiamahdavi.com

—

press

A 5 rue las cases 75007 paris

T +33 1 45 51 75 12

F +33 1 45 51 38 16

—

E press@indiamahdavi.com

—